



Pétition « Sans PME, pas de Suisse – agissons maintenant ! »

Notre pays a besoin de toute urgence d'un programme d'allègement et de revitalisation pour les PME, qui constituent l'épine dorsale de l'économie suisse.

Les conflits commerciaux internationaux et les obstacles politiques internes mettent sous pression la place économique suisse. Si les responsables politiques n'agissent pas maintenant, nous risquons de compromettre les emplois, l'innovation et la prospérité de la Suisse.

Particulièrement alarmant : les droits de douane américains frappent le «Made in Switzerland». La plupart des PME exportatrices produisent exclusivement en Suisse. Elles ne peuvent pas contourner les droits de douane américains sur les produits suisses en délocalisant leur production.

Les PME peuvent réagir rapidement et avec souplesse aux changements. Mais pour pouvoir exploiter cet atout, elles ont besoin de conditions-cadres appropriées.

Nous demandons donc au Conseil fédéral et au Parlement :

1. De réduire la bureaucratie et les charges fiscales

- Des réglementations moins nombreuses et plus simples
- Une flexibilisation du droit du travail
- Un renforcement de la formation professionnelle
- Une réduction des charges fiscales et des impôts

2. Alléger l'État

- Moins d'État, plus d'attention aux tâches indispensables
- Promouvoir la numérisation, augmenter l'efficacité
- Réduire les dépenses et respecter le frein à l'endettement

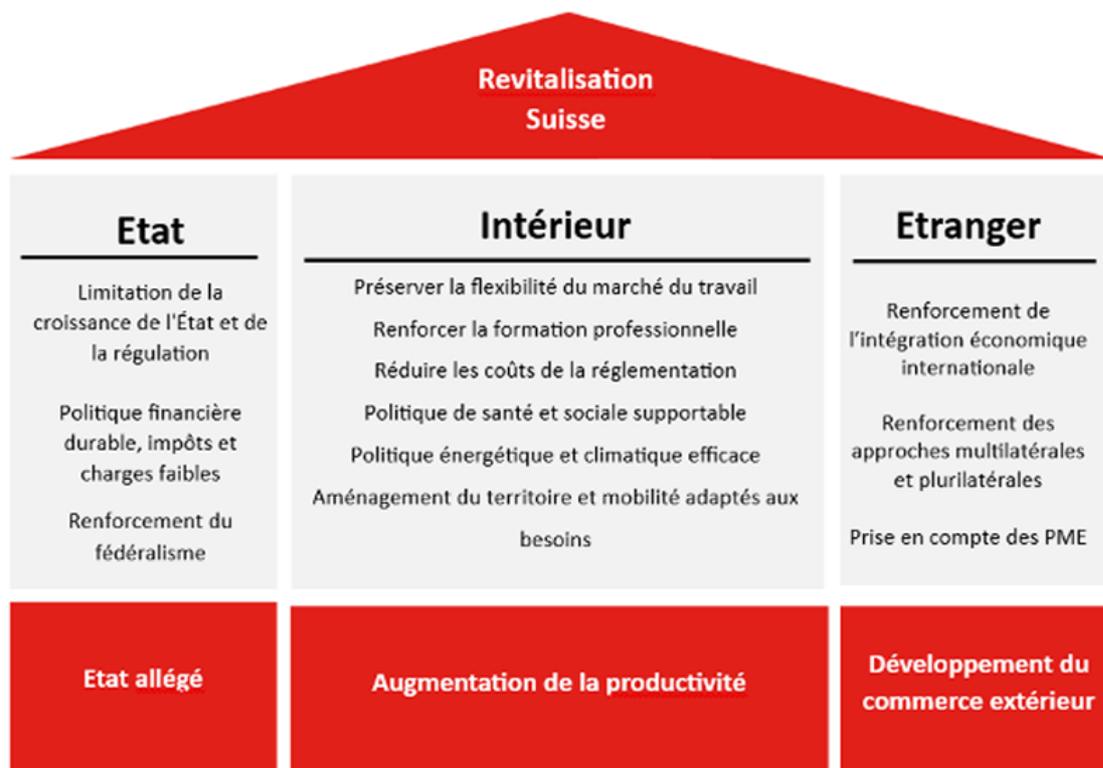
3. Diversifier le commerce extérieur

- Conclure et moderniser des accords de libre-échange
- Concevoir des accords commerciaux adaptés aux PME

Les PME créent deux tiers de tous les emplois en Suisse. Elles sont ancrées localement, socialement engagées et prospères à l'échelle mondiale – à condition de leur offrir les conditions-cadres adéquates.

Soutenez notre pétition en faveur d'un programme de revitalisation des PME solide et durable.
Signez dès maintenant – pour l'avenir de notre économie !

www.sgv-usam.ch/revitalisation



Berne, le 13 août 2025

Fabio Regazzi, Conseiller aux États
Le Centre/TI, président

Urs Furrer, directeur